

Le gouvernement a peut-être pour politique de laisser la nature suivre son cours et le cultivateur s'en aller à la ruine. Qu'il le dise alors. Ce serait au moins plus honnête que sa politique actuelle. Dans son indifférence, le gouvernement semble proposer la solution du tombeau. Il y a eu trop de ces solutions dans le passé et le pays est hanté et obsédé par les fantômes de cette négligence. Le gouvernement essaiera-t-il plus tard de ranimer le cadavre par des stimulants industriels, payant, comme il semble disposé à le faire, un million de dollars pour créer 33 emplois? Comme il serait préférable et plus honnête de donner de l'aide dès maintenant. Chose certaine, cela coûterait moins cher et ce serait bien plus efficace.

Il me semble que deux formes d'aide sont nécessaires. La première serait accordée immédiatement sous forme de versements en espèces, en vue de permettre à l'agriculteur et à la collectivité de subsister. La seconde comprendrait des programmes à long terme qui tiendraient compte des lourdes pertes en capitaux de la collectivité. L'agriculteur ne demande pas de traitement spécial, pas plus que nous. Car enfin, le gouvernement est bien prêt à aider l'industrie touchée par les changements qu'ont apportés les négociations Kennedy, au moyen de programmes d'aide. L'agriculteur y a-t-il moins droit, surtout s'il a raison de croire que l'industrie a réalisé des profits grâce à lui?

Je crois que le gouvernement doit faire quelque chose à propos des taux d'intérêt. La réponse cavalière que le ministre des Finances a donnée l'autre jour à une question que lui avait posée le député d'York-Sud (M. Lewis) est vraiment condamnable. Les taux d'intérêt montent en flèche au pays, et le ministre semble vouloir nous faire croire qu'il est bon de laisser les taux d'intérêt augmenter, car cela fait échec à l'inflation. Je croyais que ce mythe avait été discrédité il y a longtemps.

Les taux d'intérêt influent fortement sur l'emploi. Il faudrait vraiment faire quelque chose à leur sujet.

Quand la loi sur les banques a été débattue à la Chambre, nous avons signalé les difficultés que créerait la suppression du plafond imposé aux institutions bancaires. On nous a répondu qu'on ne pouvait l'imposer aux banques et en exempter complètement les autres institutions.

Nous avons demandé au gouvernement de s'aboucher avec les provinces afin de leur signaler la difficulté et de prendre des mesures en vue d'inclure toutes les institutions financières dans un programme portant sur les taux d'intérêt.

• (4.10 p.m.)

Personne n'aurait la naïveté de croire que nous pourrions imposer un taux d'intérêt quelconque, ni endiguer la hausse des taux d'intérêt sur le plan international. Il nous semble néanmoins que, tout en tenant compte des limites possibles à la fixation du coût de l'argent, nous pourrions prendre un certain nombre de mesures. Quelqu'imparfait que le plafond ait pu être, il a tout de même ralenti la hausse des taux d'intérêt. Il faut trouver le moyen d'exercer un certain contrôle sur les taux d'intérêt.

A notre avis, le Canada doit aujourd'hui relever des défis comme jamais auparavant. Nous pensons que de graves dangers menacent notre économie. Nous risquons d'être la proie du continentalisme. Nous sommes peu à peu absorbés dans le contexte industriel des États-Unis sans que nous puissions dire en rien si c'est ainsi que nous concevons notre avenir. Notre pays connaît des inégalités entre les riches et les pauvres. Nous avons de fausses valeurs; un système de valeurs qui nous permet de poser davantage de chrome sur les voitures, mais non pas de construire davantage de maisons; un système de valeur qui nous fait consacrer plus d'argent à la publicité des marques de savon et de déodorants qu'à la diminution de la pollution de notre air et de nos eaux avec lesquels les Canadiens doivent vivre. Il existe un large fossé entre ce que nous faisons et ce que nous pouvons faire.

L'inflation constitue un grave danger: elle crée des problèmes, mais il est certain qu'elle crée aussi des possibilités. A l'heure actuelle, j'estime que nous avons la possibilité d'augmenter notre productivité. Notre plus grand espoir de réduire les poussées inflationnistes et d'endiguer la hausse des prix peut certainement se réaliser si nous améliorons la rentabilité et la productivité de notre industrie. Nous avons souvent traité ce sujet. On aurait pu croire que le ministre profiterait de l'occasion de ce budget pour résoudre le problème. C'est la menace du danger qui pousse les gens à prendre des mesures qu'ils n'auraient pas prises autrement. Au lieu de quoi, le ministre nous a présenté un budget qui est un désert d'occasions manquées. Il ne nous inspire aucune confiance. C'est pourquoi nous espérons qu'il sera rejeté. Aussi, monsieur l'Orateur, je propose, avec l'appui du député de Comox-Alberni (M. Barnett), le sous-amendement suivant:

Que l'amendement soit modifié en y ajoutant à la fin les mots suivants: